

COMMUNIQUE DE PRESSE

Contacts : Alain Pronost, directeur financier groupe
Tél. : + 33 6 19 68 44 46

GLOBAL GRAPHICS : RESULTATS DU DEUXIEME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2009

Pompey (France), le 30 juillet 2009 - GLOBAL GRAPHICS SA (NYSE-Euronext : GLOG), groupe à l'expertise reconnue dans le développement de solutions performantes pour la gestion de documents électroniques et l'impression numérique, a annoncé ses résultats pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2009.

La comparaison des chiffres-clés du deuxième trimestre 2009 avec ceux du deuxième trimestre 2008 met en exergue les éléments suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé de 2,6 millions d'euros ce trimestre (2,3 millions d'euros à taux de change constants), comme au deuxième trimestre 2008,
- une perte opérationnelle de 0,1 million d'euros ce trimestre, contre une perte opérationnelle de 0,3 million d'euros au deuxième trimestre 2008,
- une perte opérationnelle retraitée de 0,2 million d'euros ce trimestre, comme au deuxième trimestre 2008,
- un résultat avant impôt retraité négatif de 0,4 million d'euros ce trimestre (soit une perte de € 0,04 par action), contre un résultat avant impôt retraité négatif de 0,2 million d'euros (soit une perte de € 0,02 par action) au deuxième trimestre 2008,
- une perte nette consolidée de 0,5 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette de € 0,05 par action) ce trimestre, comme au deuxième trimestre 2008,
- une perte nette retraitée de 0,6 million d'euros ce trimestre (soit une perte de € 0,06 par action), contre une perte nette retraitée de 0,5 million d'euros au deuxième trimestre 2008 (soit une perte de € 0,05 par action).

Gary Fry, directeur général de Global Graphics, a commenté ces chiffres comme suit : "Nos résultats ce trimestre sont en ligne avec nos attentes. Bien que nous ayons enregistré une légère perte opérationnelle ce trimestre, le montant de trésorerie disponible au 30 juin 2009 est, à 4,5 millions d'euros, identique à celui disponible au 1^{er} janvier 2009, et nous avons pris la décision de continuer à faire les investissements nécessaires au développement de nos produits futurs, tant dans le segment Impression (Print) que le segment eDoc."

"Le 18 mai 2009, nous avons annoncé le pré-lancement de gDoc Fusion, notre premier logiciel applicatif, dans le but d'obtenir une connaissance plus grande de ce marché et profiter du feedback des clients. Nous avons été très heureux de la confirmation reçue de diverses tierces parties que gDoc Fusion apporte un plus à nos clients et comble un vide existant dans le marché."

“Début juillet, j’ai également eu le plaisir d’annoncer notre partenariat stratégique avec Conexant, acteur-phare dans le développement de puces et cartes-mères, qui va nous permettre d’accélérer la pénétration de notre solution d’impression embarquée (embedded printing) dans le marché de l’impression professionnelle (office printing market).”

Résultats du deuxième trimestre 2009

Le chiffre d’affaires consolidé s’est élevé à 2,6 millions d’euros ce trimestre, contre 2,6 millions d’euros au deuxième trimestre 2008, soit une hausse de 3,4% à taux de change courants.

Les charges d’exploitation se sont élevées à 2,6 millions d’euros ce trimestre, contre 2,7 millions d’euros tant au premier trimestre 2009 qu’au deuxième trimestre 2008 (période durant laquelle avait été comptabilisée une charge non récurrente de 0,3 million d’euros).

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 0,1 million d’euros ce trimestre (soit une perte équivalente à 2,6% des ventes ce trimestre), contre une perte opérationnelle de 0,3 million d’euros au deuxième trimestre 2008, où cette perte était équivalente à 10,1% des ventes de ce trimestre.

Le Groupe a dégagé un résultat d’exploitation retraité, ou EBITA, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,2 million d’euros ce trimestre, comme au deuxième trimestre 2008. Par suite, la marge opérationnelle retraitée est négative, et équivalente à 8,1% des ventes ce trimestre, contre une marge négative, équivalente à 8,9% des ventes, au deuxième trimestre 2008.

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt retraité, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,4 million d’euros ce trimestre, contre un résultat avant impôt retraité négatif de 0,2 million d’euros au deuxième trimestre 2008, conduisant à une perte avant impôt retraitée égale à € 0,04 par action ce trimestre, contre une perte avant impôt retraitée égale à € 0,02 par action au deuxième trimestre 2008.

Le Groupe a dégagé une perte nette de 0,5 million d’euros ce trimestre (soit une perte nette égale à € 0,05 par action), comme au deuxième trimestre 2008.

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée (telle que définie dans un tableau ci-après) de 0,6 million d’euros ce trimestre (soit une perte nette retraitée de € 0,06 par action), contre une perte nette retraitée de 0,5 million d’euros au deuxième trimestre 2008 (soit une perte nette retraitée de € 0,05 par action).

Résultats du premier semestre 2009

Le chiffre d’affaires consolidé s’est élevé à 5,3 millions d’euros au premier semestre 2009, contre 5,6 millions d’euros au premier semestre 2008, soit un repli de 4,5% à taux de change courants.

Les charges d’exploitation se sont élevées à 5,3 millions d’euros au premier semestre 2009, contre 5,5 millions d’euros au premier semestre 2008, période durant laquelle avait été comptabilisée une charge non récurrente de 0,5 million d’euros, notamment en raison des frais engagés lors du changement de direction générale intervenue fin juin 2008.

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 0,2 million d’euros au premier semestre 2009 (soit une perte équivalente à 3,7% des ventes de la période), contre une perte opérationnelle de 0,1 million d’euros au premier semestre 2008, où cette perte était équivalente à 2,1% des ventes de cette période.

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation retraité, ou EBITA, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,5 million d'euros au premier semestre 2009, contre un résultat d'exploitation retraité légèrement négatif au premier semestre 2008. Par suite, la marge opérationnelle retraitée est négative, et équivalente à 8,7% des ventes au premier semestre 2009, contre une marge légèrement négative, équivalente à 0,6% des ventes, au premier semestre 2008.

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt retraité, tel que défini dans un tableau ci-après, négatif de 0,6 million d'euros au premier semestre 2009, contre un résultat avant impôt retraité positif de 0,2 million d'euros au premier semestre 2008, conduisant à une perte avant impôt retraitée égale à € 0,06 par action au premier semestre 2009, contre un bénéfice avant impôt retraité égal à € 0,02 par action au premier semestre 2008.

Le Groupe a dégagé une perte nette de 0,6 million d'euros au premier semestre 2009 (soit une perte de € 0,06 par action), contre une perte nette de 0,3 million d'euros au premier semestre 2008 (soit une perte de € 0,03 par action).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée (telle que définie dans un tableau ci-après) de 0,8 million d'euros au premier semestre 2009 (soit une perte nette retraitée de € 0,08 par action), contre une perte nette retraitée de 0,2 million d'euros au premier semestre 2008 (soit une perte nette retraitée de € 0,02 par action).

Perspectives 2009

Monsieur Gary Fry a poursuivi comme suit : "Nos efforts d'investissement soutenu dans nos solutions pour l'impression et la gestion de documents électroniques vont se poursuivre au second semestre de l'exercice 2009. Tirant parti de la connaissance du marché et des commentaires dont nous ont fait part nos clients, nous allons améliorer notre application gDoc Fusion et allons bientôt mettre en œuvre un plan marketing agressif sur ce produit, qui devrait nous permettre de faire décoller les ventes de ce produit et des futures applications de cette famille de produits."

"2009 a sans conteste été et continue à être une année difficile pour beaucoup de sociétés de notre secteur. Toutefois, et bien que nous ayons une visibilité limitée quant au chiffre d'affaires du second semestre de l'exercice en cours, nous restons confiants sur le fait que nos investissements, actuels et passés, tant dans les domaines commercial que technologique permettront de générer une croissance soutenue pour le Groupe sur le long terme"

Conférence téléphonique sur les résultats du deuxième trimestre 2009

Global Graphics organise aujourd'hui à 10 heures CET une conférence téléphonique sur les résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2009.

Les personnes voulant y prendre part doivent composer le +44(0) 207 162 0025 et indiquer "Global Graphics quarterly results conference call" à l'opératrice.

Il sera possible de réécouter cette conférence au cours des sept jours ouvrés à venir en composant, soit le + 44 (0)207 031 4064, soit le numéro vert 0800 358 1867 (accessible uniquement depuis le Royaume Uni), puis en composant le code d'accès 842 071.

Annnonce des résultats du troisième trimestre 2009

Global Graphics prévoit d'annoncer les résultats consolidés du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2009 le vendredi 23 octobre 2009 avant l'ouverture du marché.

A propos de Global Graphics

Global Graphics (www.globalgraphics.com) est un groupe leader dans le développement et la commercialisation de solutions logicielles répondant aux besoins des secteurs de l'impression numérique et de l'impression de labeur, et en matière de gestion de documents électroniques. Le Groupe commercialise ses solutions aux acteurs des marchés des arts graphiques et de l'impression de labeur, de l'impression numérique, des applications logicielles professionnelles et du knowledge worker. Le Groupe compte parmi ses clients les plus grands fabricants mondiaux de systèmes pré-presses numériques, d'imprimantes couleur grand format, de systèmes d'épreuves couleur, de copieurs et d'imprimantes pour les marchés professionnels, des grandes entreprises ou des PME, ainsi que pour l'usage privé ou en libéral, ainsi qu'une grande variété de sociétés de développement logiciel.

Précisions sur les affirmations à caractère prévisionnel (forward-looking statements)

Ce communiqué de presse contient, en plus d'informations historiques, des affirmations à caractère prévisionnel qui sont fondées sur des hypothèses, qui impliquent la prise en compte de certains risques ainsi que d'incertitudes. Ces affirmations à caractère prévisionnel englobent aussi bien des affirmations relatives à la croissance et aux projets d'expansion du Groupe que des affirmations sur des résultats prévus pour des périodes futures. De telles affirmations sont basées sur les prévisions actuelles de la direction du Groupe et sont sujettes à un certain nombre d'aléas quant à leur réalisation, qui, s'ils devaient se concrétiser, pourraient conduire à ce que les résultats réels s'avèrent être significativement différents de ceux énoncés dans les présentes affirmations à caractère prévisionnel.

Bien que la direction du Groupe estime que les prévisions reflétées dans lesdites affirmations sont raisonnables compte tenu des informations à sa disposition, elle ne peut garantir à quiconque que ces prévisions s'avèreront finalement exactes. En conséquence, aucun tiers ne devrait accorder une importance exagérée et hors de propos à ces affirmations.

En toute hypothèse, ces affirmations à caractère prévisionnel n'ont de valeur qu'à la date du présent communiqué de presse. Le Groupe n'a d'obligation, ni de revoir, ni d'amender ces affirmations sur la base d'informations postérieures à la date de publication du présent communiqué de presse, du fait d'informations nouvelles, ou de survenance d'événements non prévus à la présente date.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
PERIODE DU 1^{ER} JANVIER 2009 AU 30 JUIN 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- * l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Global Graphics SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- * la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisée par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 qui expose les changements de méthodes comptables liés à l'application des normes IAS 1 révisée et IFRS 8.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Schiltigheim et Nancy, le 29 juillet 2009

KPMG Audit
Département de KPMG SA

Pascal Maire
Associé

SECEF

Thierry Baillet
Associé

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME

Exprimé en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

	Deuxième trimestre 2009 Chiffres ni revus, ni audités	Deuxième trimestre 2008 Chiffres ni revus, ni audités	Premier semestre 2009 Chiffres non audités	Premier semestre 2008 Chiffres non audités
Chiffre d'affaires consolidé	2 642	2 556	5 339	5 590
Coût des ventes	(99)	(107)	(192)	(218)
MARGE BRUTE	2 543	2 449	5 147	5 372
Frais commerciaux et généraux	(1 420)	(1 457)	(2 890)	(2 931)
Frais de recherché et développement	(1 192)	(1 251)	(2 453)	(2 556)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(69)	(259)	(196)	(115)
Produits d'intérêts (note 5)	2	35	11	62
Charges d'intérêts (note 5)	0	0	0	0
Gains nets (pertes nettes) de change	(211)	(12)	(122)	160
RESULTAT AVANT IMPOT	(278)	(236)	(307)	107
Charge d'impôt (note 6)	(208)	(309)	(320)	(453)
RESULTAT NET CONSOLIDE	(486)	(545)	(627)	(346)
RESULTATS PAR ACTION (note 7)				
Résultat par action	(0,05)	(0,05)	(0,06)	(0,03)
Résultat dilué par action	(0,05)	(0,05)	(0,06)	(0,03)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 ETAT RESUME DU RESULTAT GLOBAL

Exprimé en milliers d'euros	Deuxième trimestre 2009 Chiffres ni revus, ni audités	Deuxième trimestre 2008 Chiffres ni revus, ni audités	Premier semestre 2009 Chiffres non audités	Premier semestre 2008 Chiffres non audités
Résultat net consolidé de la période	(486)	(545)	(627)	(346)
Ecart de change résultant des activités à l'étranger	1 168	79	1 983	(1 498)
Total des autres éléments (nets d'impôt) du résultat global	1 168	79	1 983	(1 498)
Résultat global total de la période	682	(466)	1 356	(1 844)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 ETAT RESUME DE SITUATION FINANCIERE

Exprimé en milliers d'euros

	30 juin 2009 Chiffres non audités	31 décembre 2008 Chiffres audités
ACTIFS		
ACTIFS NON COURANTS		
Immobilisations corporelles	645	642
Immobilisations incorporelles	4 969	4 014
Ecart d'acquisition	6 762	5 871
Actifs financiers	136	111
Actifs nets d'impôt différé (note 4c)	803	936
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	13 315	11 574
ACTIFS COURANTS		
Stocks et en-cours	44	54
Créances clients	2 504	2 951
Créances d'impôt courant	0	7
Autres créances	98	154
Charges constatées d'avance	670	508
Disponibilités	4 555	4 482
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	7 871	8 156
TOTAL DES ACTIFS	21 186	19 730
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		
CAPITAUX PROPRES		
Capital (note 8)	4 116	4 116
Primes d'émission (note 8)	28 829	28 830
Réserve liée aux paiements fondés sur des actions	2 801	2 751
Réserve liée aux rachats d'actions propres (note 9)	(1 246)	(1 246)
Réserves consolidées	(5 063)	(4 436)
Ecart de conversion	(11 262)	(13 245)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	18 175	16 770
PASSIFS		
PASSIFS NON COURANTS		
Autres passifs non courants	2	2
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	2	2
PASSIFS COURANTS		
Dettes fournisseurs	522	471
Dettes d'impôt courant	73	6
Autres dettes	1 048	862
Avances reçues et produits constatés d'avance	1 366	1 619
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	3 009	2 958
TOTAL DES PASSIFS	3 011	2 960
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	21 186	19 730

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
TABLEAU RESUME DES FLUX DE TRESORERIE

Exprimé en milliers d'euros	Premier semestre 2009 Chiffres non audités	Premier semestre 2008 Chiffres non audités
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES		
Résultat avant impôt	(307)	107
Elimination des charges et produits liés aux activités opérationnelles sans incidence sur la trésorerie :		
- Amort. des immobilisations corporelles	146	180
- Amort. des autres immobilisations incorporelles	35	64
- Amort. des frais de développement portés à l'actif	333	295
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	50	41
- Charges (produits) d'intérêts (note 5)	(11)	(62)
- (Gains nets) pertes nettes de change (note 5)	122	(160)
Charges imputées sur la prime d'émission (note 8)	(1)	(2)
Différences de change	(105)	(18)
Autres éléments	(55)	(18)
Variation des créances et dettes :		
- Stocks et en-cours	10	19
- Créances clients	447	(313)
- Créances d'impôt courant	7	4
- Autres créances	56	21
- Charges constatées d'avance	(162)	3
- Dettes fournisseurs	51	77
- Dettes d'impôt courant	67	(25)
- Autres dettes	186	694
- Avances reçues et produits constatés d'avance	(253)	(22)
Montant encaissé dans la période au titre des intérêts	11	69
Montant versé dans la période au titre des intérêts	0	0
Montant versé dans la période au titre des impôts	(27)	(65)
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	600	889
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(116)	(145)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(41)	0
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(682)	(795)
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(839)	(940)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Produits de l'émission d'actions nouvelles (note 8)	0	0
Rachats d'actions propres (note 9)	0	0
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	0	0
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE SUR LA PERIODE	(239)	(51)
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	4 482	4 112
EFFET DES VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	312	(273)
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 30 JUIN	4 555	3 788

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 ETAT RESUME DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exprimé en milliers d'euros	Premier semestre 2009 Chiffres non audités	Premier semestre 2008 Chiffres non audités
Capitaux propres consolidés au 1er janvier	16 770	21 743
Résultat global total de la période	1 356	(1 844)
Effet des plans fondés sur des actions au titre de la période intermédiaire :		
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	50	41
- Produit net de l'émission d'actions nouvelles (note 8)	(1)	(2)
Effet total des plans fondés sur des actions au titre de la période intermédiaire	49	39
Rachat d'actions propres (note 9)	0	0
Capitaux propres consolidés au 30 juin	18 175	19 938

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES
DES DEUXIEME TRIMESTRE ET PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2009

NOTE 1: ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

Les présents états financiers consolidés résumés établis au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 comprennent Global Graphics SA, société de droit français (ci-après la "Société"), et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme le "Groupe". Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration de la Société le 29 juillet 2009.

NOTE 2 : MODALITES DE PREPARATION DE CES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

(a) Attestation de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés ont été préparés en conformité à IAS 34, Information financière intermédiaire (IAS 34), et, de manière générale, aux principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et aux interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Dans la mesure où elles ont été rédigées dans la perspective de leur inclusion dans le communiqué de presse afférent aux résultats trimestriels du Groupe, les notes annexes aux présents états financiers consolidés résumés ne comportent pas l'ensemble des informations dont la communication est obligatoire en fin d'exercice : il est donc nécessaire d'analyser le contenu de ces notes en effectuant concomitamment une revue du contenu des notes de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

(b) Modalités d'évaluation utilisées

Les présents états financiers consolidés résumés ont été préparés selon la règle du coût historique. Les instruments dérivés ont été réévalués à leur juste valeur, la variation correspondante étant comptabilisée en résultat.

Les actifs immobilisés sont indiqués pour leur valeur nette comptable ou, si elle est inférieure, à leur juste valeur minorée des éventuels coûts de cession de ces actifs.

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur lors de l'établissement des présents états financiers consolidés résumés sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, telles qu'indiquées en note 4 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

(c) Devises de fonctionnement et de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés sont présentés en euros, qui est également la devise de fonctionnement de la Société.

L'information financière présentée ci-après l'est en milliers d'euros, l'arrondi se faisant au millier le plus proche.

(d) Continuité d'exploitation

Comme cela était déjà le cas au 31 décembre 2008 (cf. note 2e de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008), à la date d'arrêté des présents états financiers consolidés résumés, le conseil d'administration de la Société n'avait pas connaissance de fait inhérent à la crise économique globale susceptible de remettre en cause la capacité du Groupe à honorer ses obligations financières au cours des 12 mois à venir.

Qui plus est, au 30 juin 2009, le Groupe n'avait pas de dettes financières et disposait d'une situation nette de trésorerie de 4 555 (4 482 au 31 décembre 2008).

NOTE 3 : METHODES ET REGLES COMPTABLES

(a) Méthodes et règles comptables utilisées

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers consolidés résumés sont identiques à celles retenues pour la préparation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, telles qu'indiquées à la note 3 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

Font exception à la règle précitée les nouvelles normes ou les amendements apportés aux normes existantes, dont l'application est obligatoire pour toutes les périodes intermédiaires des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009, pour autant qu'ils soient pertinents pour le Groupe, et qui sont indiqués en note 3b ci-après.

(b) Nouvelles normes et amendements aux normes d'application obligatoire à compter de 2009

(i) Révision de la norme IAS 1 sur la présentation des états financiers

La norme révisée, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009, interdit la présentation dans le tableau des variations des capitaux propres consolidés de tout produit ou charge qui soit consécutif à des transactions autres que celles faites avec les actionnaires, éléments qui doivent être présentés dans un état distinct.

Les entreprises ont le choix de présenter cet état, soit de manière globale sous la forme d'un seul état unique intitulé « état de résultat global », soit de manière séparée en deux états différents, à savoir le compte de résultat tel qu'il existe actuellement et un état de résultat global. Le Groupe a fait le choix de présenter l'information requise sous la forme de deux états distincts, lesquels font partie des présents états financiers consolidés résumés.

Les informations comparatives ont été présentées de manière à être conformes aux prescriptions de la norme révisée.

Dans la mesure où ce changement de méthode comptable n'impacte que la présentation des comptes, il n'affecte en rien le niveau des résultats par action.

(ii) IFRS 8, Segments opérationnels

IFRS 8, qui remplace IAS 14, Information sectorielle, stipule que l'information sectorielle est désormais établie selon l'approche retenue par la direction ('management approach') en la matière, c'est-à-dire celle sur laquelle la direction s'appuie en interne. Ceci a eu pour conséquence d'accroître le nombre de segments donnant lieu à information, dans la mesure où le segment unique existant jusque lors a été scindé en deux : un premier segment ('Print') pour les activités centrées autour de l'impression, et un second segment ('eDoc') pour celles centrées autour de la gestion de documents électroniques.

L'information financière devant être publiée au titre des segments opérationnels est celle sur laquelle s'appuie le décideur opérationnel, qui, pour le Groupe, est Monsieur Gary Fry, son directeur général.

Les écarts d'acquisition ont été alloués par la direction aux groupes d'unités génératrices de trésorerie pour chacun des segments considérés. Les écarts d'acquisition existants au 1^{er} janvier 2009 ont tous été alloués au segment Print dans la mesure où ils sont afférents à des acquisitions faites au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000 dans le domaine des logiciels pour l'impression.

Aucune modification n'a été apportée au 1^{er} janvier 2009 à l'évaluation des actifs et des passifs comptabilisés à cette date. Les actifs et les passifs sont alloués aux différents segments en fonction de leur nature, à l'exception des actifs d'impôt différé, des actifs courants autres que les créances clients, des dettes courantes autres que les avances reçues des clients et les produits constatés d'avance, qui ne sont alloués à aucun des deux segments opérationnels.

Les informations comparatives ont été présentées de manière à être conformes aux dispositions transitoires d'IFRS 8.

Dans la mesure où ce changement de méthode comptable n'impacte que la présentation des comptes et les informations qui y sont présentées, il n'affecte en rien le niveau des résultats par action.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables qui peuvent avoir un impact significatif sur les comptes consolidés.

Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en oeuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et le recours à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif du bilan consolidé, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision : elles vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière. Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs divergent de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Les principales estimations faites par la direction du Groupe dans l'application des principes comptables internationaux qui ont un effet significatif sur les états financiers consolidés résumés pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, de même que les hypothèses et estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des comptes consolidés au cours des douze mois à venir, sont indiquées ci-après.

(a) Perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels

(i) Impact du changement du nombre de segments opérationnels au 1^{er} janvier 2009

Le changement du nombre de segments opérationnels au 1^{er} janvier 2009 n'a pas conduit la direction du Groupe à devoir constater de dépréciations supplémentaires des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à cette date.

(ii) Perte de valeur estimée des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels
IAS 34 requiert qu'à chaque date d'arrêté intermédiaire soient mis en oeuvre des tests permettant de déterminer s'il y a lieu de constater et de comptabiliser une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels ou, le cas échéant, de reprendre une écriture constatée à ce titre au cours de périodes ou d'exercices antérieurs, ces tests devant être conduits d'une manière similaire aux tests de même nature qui sont obligatoirement menés en fin d'exercice.

En application du paragraphe 36 de l'annexe B d'IAS 34, le Groupe n'a pas réalisé de tests détaillés de recherche d'une éventuelle perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels au 30 juin 2009, mais s'est attaché à identifier les éventuels indicateurs révélant l'existence d'une telle perte de valeur depuis le début de l'exercice en cours.

Suite à cette revue, aucune charge n'a été comptabilisée au titre d'une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels dans les états financiers consolidés résumés pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

(b) Activation des frais de développement de programmes informatiques

Comme indiqué à la note 3f de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, les coûts engagés pour améliorer ou corriger des programmes informatiques existants sont passés en charges au titre de la période durant laquelle ils sont encourus.

Sont portés à l'actif de l'état de situation financière les coûts de développement qui, tout à la fois, conduisent directement au développement de programmes facilement identifiables et ayant un caractère novateur sur lesquels le Groupe détient des droits de propriété, peuvent être mesurés de manière fiable, et vont probablement générer des bénéfices économiques futurs au-delà des douze mois à venir. Ne sont compris dans ces coûts que des coûts directs, lesquels incluent exclusivement les coûts salariaux des équipes de développement travaillant sur le projet considéré.

Les frais de développement de programmes informatiques qui sont ainsi portés à l'actif de l'état de situation financière sont amortis selon le mode linéaire, à compter de la date à laquelle le projet de développement en question est considéré achevé, sur leur durée de vie estimée, qui n'excède pas dix années, la charge correspondante étant enregistrée dans la rubrique Frais de recherche et développement du compte de résultat consolidé.

(i) Activation des frais de développement réalisée au 30 juin 2009

Au 30 juin 2009, la direction du Groupe a considéré être en mesure d'apporter la preuve que les critères susvisés étaient remplis pour trois projets de développement.

Les frais de développement correspondant au premier projet (RIP) s'élevaient à une valeur, nette des amortissements, de 3 180 au 30 juin 2009, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 91 et 191 au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2009. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison à divers clients de certains programmes d'interprétation de données depuis le début de l'exercice 2007, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à respectivement 122 et 237 au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2009.

Les frais de développement correspondant au deuxième projet (EDL) s'élevaient à une valeur, nette des amortissements, de 1 122 au 30 juin 2009, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, à hauteur de respectivement 72 et 154 au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2009. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison de certains programmes dans le domaine de la gestion de documents électroniques depuis le début de l'exercice 2007, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à respectivement 44 et 85 au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2009.

Les frais de développement correspondant au troisième projet (gDoc) s'élevaient à une valeur, nette des amortissements, de 476 au 30 juin 2009, suite à l'activation des frais de développement spécifiques à ce projet à hauteur de respectivement 200 et 337 au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2009. Dans la mesure où gDoc Fusion a été lancé le 18 mai 2009, les frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé et afférents à ce produit ont été amortis à compter de cette date sur une durée de cinq années, durée de vie estimée de ce produit, l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à 11 au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2009.

(ii) Activation des frais de développement réalisée au 30 juin 2008

Au 30 juin 2008, la direction du Groupe a considéré être en mesure d'apporter la preuve que les critères susvisés étaient remplis pour deux projets de développement.

Les frais de développement correspondant au premier projet s'élevaient à un total net (amortissements déduits) de 3 231 au 30 juin 2008, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, pour 235 au titre du deuxième trimestre 2008, et pour 495 au titre du premier semestre 2008. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison de certains programmes d'interprétation de données (RIP software) au long de l'exercice 2007 et au cours du premier semestre 2008, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à respectivement 126 et 234 au titre du second trimestre et du premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les frais de développement correspondant au deuxième projet s'élevaient à un total net (amortissements déduits) de 943 au 30 juin 2008, suite à l'activation de frais complémentaires spécifiques à ce projet, pour 140 au deuxième trimestre 2008, et pour 300 au premier semestre 2008. Dans la mesure où certains aspects de ce projet ont permis la livraison de certains programmes dans le domaine de la gestion de documents électroniques au cours de l'exercice 2007 et du premier semestre 2008, les coûts correspondants ont donné lieu à amortissement, déterminé selon un mode linéaire sur une durée de dix années, durée de vie économique estimée du projet en question : l'amortissement constaté au titre de cet actif incorporel s'élève à respectivement 34 et 61 au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

(c) Impôts

(i) Impôts sur les bénéfices

Le Groupe doit s'acquitter d'impôts sur les bénéfices réalisés en France et dans tous les pays où il a des filiales (notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis). Une part importante de jugement est nécessaire pour déterminer le montant de l'impôt à payer dans la mesure où il existe un certain nombre de transactions ou de calculs pour lesquels l'effet fiscal n'est pas facile à déterminer.

(ii) Impôts différés

Le Groupe comptabilise des actifs d'impôt différé, nets des passifs d'impôt différé le cas échéant, selon la méthode indiquée à la note 3p de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Pour déterminer s'il est ou non probable qu'un actif d'impôt différé reconnu dans un pays donné puisse être imputé sur des bénéfices fiscaux futurs attendus dans ce même pays, le Groupe estime les bénéfices fiscaux attendus sur un horizon d'une durée jugée raisonnable, en se basant sur les hypothèses de croissance et de profit que la direction du Groupe estime les plus pertinentes.

- Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés au bilan

Actif d'impôt différé relatif aux déficits reportables de la filiale anglaise

Les actifs d'impôt différé ont pour principale origine les déficits reportables par les filiales anglaises du Groupe résultant des acquisitions réalisées au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000. Ces déficits sont reportables de manière indéfinie, mais ne peuvent être imputés dans une année donnée qu'à concurrence de 20% du solde des déficits reportables à l'ouverture dudit exercice.

Au 30 juin 2009, le montant de l'actif différé d'impôt correspondant à la fraction des déficits reportables que le Groupe entend imputer sur le bénéfice fiscal dégagé par ses filiales anglaises au cours de la période de quatre années s'achevant le 30 juin 2013, déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que l'actif d'impôt différé sera réalisé (soit 28%), se monte à 1 979.

La charge d'impôt différé correspondante s'élève à respectivement 70 et 108 aux deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2009.

Au 30 juin 2008, le montant de l'actif différé d'impôt correspondant à la fraction des déficits reportables que le Groupe entendait utiliser au cours des quatre exercices à venir, et imputer sur le bénéfice fiscal dégagé par sa filiale anglaise au cours de cette période s'achevant le 30 juin 2012, déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que l'actif d'impôt différé sera réalisé (soit 28%), se montait à 2 667. La charge d'impôt différé correspondante s'élevait à respectivement 193 et 239 aux deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2008.

Passif d'impôt différé provenant de l'activation des frais de développement

Au 30 juin 2009, le passif d'impôt différé comptabilisé suite à l'activation, pour le montant net des amortissements correspondants, de certains frais de développement engagés par la filiale anglaise du Groupe en application des dispositions applicables d'IAS 38, et déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que le passif d'impôt différé donnera lieu à règlement (soit 28%) se monte à 1 338. La charge d'impôt différé correspondante, comptabilisée au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2009, s'élevait à respectivement 52 et 98 aux deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2009, contre respectivement 61 et 138 aux deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2008.

- Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Le montant des déficits reportables susceptibles d'être utilisés dans le futur par la filiale anglaise du Groupe, mais uniquement après le terme de la période courant jusqu'au 30 juin 2013, et qui, de ce fait, n'ont pas donné lieu à constatation d'un actif d'impôt différé au 30 juin 2009, s'élève à 9 501 à cette dernière date (7 834 au 31 décembre 2008).

Si un actif d'impôt différé avait été reconnu au 30 juin 2009 au titre de cette fraction des déficits reportables, dans la mesure où les déficits reportables correspondants ne seraient pas utilisés avant le 1^{er} juillet 2013, le taux d'impôt qu'il aurait convenu d'utiliser pour la détermination de cet actif d'impôt différé a été estimé égal à 28% : il en aurait découlé un actif d'impôt différé supplémentaire de 2 660 au 30 juin 2009, à comparer à un actif d'impôt différé supplémentaire de 2 193 au 31 décembre 2008, déterminé en utilisant le même taux d'impôt, soit 28%.

(d) Coûts des plans basés sur des actions

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2009	Deuxième trimestre 2008	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008
Attribution d'options	25	5	50	9
Attribution gratuite d'actions	0	38	0	113
Effet de la démission de Monsieur Freidah intervenue fin juin 2008	0	(81)	0	(81)
Coût des plans basés sur des actions	25	(38)	50	41

NOTE 5 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2009	Deuxième trimestre 2008	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008
Produits d'intérêts	2	35	11	62
Charges d'intérêts	0	0	0	0
Produits d'intérêts nets	2	35	11	62
Gains (pertes) de change	(240)	0	(134)	76
Var. de la juste valeur des ventes à terme et des options de change	29	(12)	12	84
Gains nets (pertes nettes) de change	(211)	(12)	(122)	160
Charges financières nettes	(209)	23	(111)	222

NOTE 6 : CHARGE (PRODUIT) D'IMPOT

(a) Impôt sur les bénéfiques

Le Groupe a enregistré une charge d'impôt sur les bénéfiques d'un montant de 78 au titre du deuxième trimestre 2009 (à comparer à une charge d'impôt sur les bénéfiques d'un montant de 55 au titre du deuxième trimestre 2008).

Il en résulte la comptabilisation d'une charge d'impôt sur les bénéfiques d'un montant de 82 au titre du premier semestre de l'exercice 2009 (à comparer à une charge d'impôt sur les bénéfiques d'un montant de 76 au titre du premier semestre de l'exercice 2008).

(b) Impôt différé

Le Groupe a enregistré une charge d'impôt différé d'un montant de 130 au titre du deuxième trimestre 2009 (à comparer à une charge d'impôt différé de 254 au titre du deuxième trimestre 2008), conduisant à la comptabilisation d'une charge d'impôt différé de 238 au titre du premier semestre 2009 (à comparer à une charge d'impôt différé de 377 au titre du premier semestre 2008).

L'analyse des éléments constitutifs de la charge d'impôt différé reconnue au compte de résultat au titre du deuxième trimestre et du premier semestre des exercices 2008 et 2009 figure ci-après :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2009	Deuxième trimestre 2008	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008
Consécutif à l'activation des frais de développement (note 4b)	101	106	191	231
Consécutif à l'amortissement des frais de développement (note 4b)	(49)	(45)	(93)	(85)
Consécutif à l'activation des pertes fiscales reportables (note 4c)	70	193	108	239
Effet du changement de taux d'impôt britannique au 1 ^{er} avril 2008	0	0	0	(8)
Autres éléments	8	0	32	0
Charge d'impôt différé reconnue au compte de résultat	130	254	238	377

(c) Justification de la charge d'impôt reconnue au compte de résultat

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2009	Deuxième trimestre 2008	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008
Résultat avant impôt	(278)	(236)	(307)	107
Charge (produit) d'impôt attendu(e) au taux de 33,33%	(92)	(79)	(102)	36
Charge (produit) d'impôt afférent(e) aux éléments suivants :				
- Activation ou utilisation de pertes fiscales reportables	70	193	108	239
- Effet du changement de taux d'impôt au 1 ^{er} avril 2008	0	0	0	(8)
- Différences de taux d'imposition des bénéficiaires des filiales étrangères	11	(59)	59	(27)
- Impact des coûts des paiements fondés sur des actions	9	(12)	17	14
- Pertes fiscales non reconnues	205	237	234	168
- Autres différences	5	29	4	31
Charge d'impôt reconnue au compte de résultat	208	309	320	453

NOTE 7: RESULTATS PAR ACTION

(a) Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net consolidé d'une période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période considérée.

(i) Calcul pour les deuxièmes trimestres

Chiffres non audités	2009	2008
Actions ordinaires en circulation au 1er avril	10 115 813	10 160 813
Impact de l'émission d'actions dans la période	0	0
Impact des rachats d'actions propres dans la période	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat par action	10 115 813	10 160 813

(ii) Calcul pour les premiers semestres

Chiffres non audités	2009	2008
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier	10 115 813	10 160 813
Impact de l'émission d'actions dans la période	0	0
Impact des rachats d'actions propres dans la période	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat par action	10 115 813	10 160 813

(b) Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours d'une période de l'impact maximal de la conversion des instruments financiers dilutifs en actions ordinaires au cours de cette période.

Les seuls instruments financiers donnant accès au capital et donc susceptibles d'entraîner une dilution sont les options de souscription d'actions émises par la Société. Il n'est pas tenu compte des attributions gratuites d'actions ordinaires de la Société (qui ne seront attribuées que si certaines conditions indiquées dans l'acte de confirmation de l'attribution de ces actions sont remplies) pour la détermination du résultat dilué par action dans la mesure où les conditions susmentionnées n'étaient pas remplies aux 30 juin 2009 et 2008.

Un calcul est fait pour déterminer le nombre d'actions qui auraient été acquises à leur juste valeur durant la période considérée (cette juste valeur étant considérée égale au cours moyen des actions de la Société sur la période considérée), en tenant compte du prix d'exercice des options susceptibles d'être levées au cours de la période en question.

Le nombre d'actions ainsi déterminé est ensuite comparé au nombre d'actions qui auraient été émises au cours de la période considérée dans l'hypothèse d'un exercice de la totalité des options.

(i) Calcul pour les deuxièmes trimestres

Chiffres non audités	2009	2008
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours des périodes considérées	10 115 813	10 160 813
Impact des instruments financiers dilutifs (options)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat dilué par action	10 115 813	10 160 813

(ii) Calcul pour les premiers semestres

Chiffres non audités	2009	2008
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours des périodes considérées	10 115 813	10 160 813
Impact des instruments financiers dilutifs (options)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à retenir pour le calcul du résultat dilué par action	10 115 813	10 160 813

NOTE 8 : CAPITAL SOCIAL ET PRIMES D'EMISSION

(a) Capital social

Au 30 juin 2009 comme au 31 décembre 2008, le capital social de la Société se compose de 10 289 781 actions ordinaires, d'une valeur nominale unitaire de 0,40 euro, toutes entièrement libérées.

(b) Primes d'émission

Une charge de 1, liée à la gestion des plans d'options du Groupe, a été imputée sur le poste Primes d'émission au cours du premier semestre de l'exercice 2009 (contre une charge de 2 au cours du premier semestre de l'exercice 2008).

NOTE 9 : PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS PROPRES

Le Groupe n'a procédé au rachat d'aucune de ses actions au cours des deuxièmes trimestres et des premiers semestres des exercices 2008 et 2009.

Au 30 juin 2009, le Groupe détient 173 968 de ses actions, correspondant à une valeur totale de rachat de 1 246.

NOTE 10 : INFORMATIONS SECTORIELLES

(a) Identification des segments opérationnels devant donner lieu à information

La direction du Groupe a identifié les segments opérationnels devant donner lieu à information sur la base de ceux qui font l'objet d'une présentation régulière au directeur général du Groupe, afin de décider de l'affectation de ressources et de l'évaluation des performances opérationnelles et financières de chaque segment.

Le chiffre d'affaires comptabilisé au titre de chacun des deux segments retenus a pour origine principale le développement et la commercialisation de logiciels et/ou de solutions, comprenant le cas échéant des prestations liées telles que l'adaptation, la mise en service, la formation ainsi que le support après-vente et la maintenance.

La performance des segments opérationnels est mesurée par le directeur général sur la base de leur contribution en terme de marge brute.

(b) Chiffre d'affaires et marge brute par segment

(i) Deuxième trimestre 2009

En milliers d'euros	Print segment	eDoc Segment	Eléments non alloués	Total
Chiffres non audités				
Ventes totales du segment	1 961	681	0	2 642
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 961	681	0	2 642
Coût des ventes	(64)	(23)	(12)	(99)
Marge brute	1 897	658	(12)	2 543

(ii) Deuxième trimestre 2008

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	1 888	668	0	2 556
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 888	668	0	2 556
Coût des ventes	(64)	(25)	(18)	(107)
Marge brute	1 824	643	(18)	2 449

(iii) Premier semestre 2009

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	4 183	1 156	0	5 339
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	4 183	1 156	0	5 339
Coût des ventes	(119)	(50)	(23)	(192)
Marge brute	4 064	1 106	(23)	5 147

(iv) Premier semestre 2008

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	4 460	1 130	0	5 590
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	4 460	1 130	0	5 590
Coût des ventes	(132)	(54)	(32)	(218)
Marge brute	4 328	1 076	(32)	5 372

(c) Réconciliation de la marge brute et du résultat avant impôt

En milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2009	Deuxième trimestre 2008	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008
Marge brute	2 543	2 449	5 147	5 372
Frais généraux et commerciaux	(1 420)	(1 457)	(2 890)	(2 931)
Frais de recherche et développement	(1 192)	(1 251)	(2 453)	(2 556)
Charges financières nets	(209)	23	(111)	222
Résultat avant impôt	(278)	(236)	(307)	107

(d) Réconciliation des actifs et des passifs

(i) Au 30 juin 2009

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	9 942	1 789	1 584	13 315
Actifs courants	1 373	1 131	5 367	7 871
Total actifs	11 315	2 920	6 951	21 186
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	560	806	1 643	3 009
Total passifs	560	806	1 645	3 011

(ii) Au 31 décembre 2008

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Éléments non alloués	Total
Actifs non courants	8 700	1 171	1 703	11 574
Actifs courants	1 962	989	5 205	8 156
Total actifs	10 662	2 160	6 908	19 730
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	892	727	1 339	2 958
Total passifs	892	727	1 341	2 960

NOTE 11 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La direction du Groupe considère que relèvent de cette catégorie les transactions entre les différentes sociétés du Groupe (cf. note 12) et celles intervenant avec ses administrateurs et ses dirigeants opérationnels.

(a) Transactions avec les administrateurs du Groupe

Le montant total des jetons de présence dont le versement aux cinq administrateurs du Groupe a été décidé par les actionnaires s'élève à 60 pour l'exercice en cours (75 pour l'exercice clos le 31 décembre 2008).

Les montants reconnus en charges d'exploitation (sous la rubrique Frais commerciaux et généraux) se montent à respectivement 15 et 30 au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice 2009 contre respectivement 19 et 38 au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice 2008.

(b) Transactions avec les dirigeants opérationnels du Groupe

(i) Salaires et avantages monétaires

Les trois dirigeants exécutifs du Groupe ont perçu chacun un salaire et peuvent également bénéficier d'avantages monétaires à court terme (notamment le versement de bonus et l'abondement à des plans de retraite) au cours du deuxième trimestre et du premier semestre des exercices 2009 et 2008, comme indiqué ci-après :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2009	Deuxième trimestre 2008	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008
Salaires	81	95	160	173
Avantages monétaires à court terme	4	2	8	3
Total	85	97	168	176

Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus au titre du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2008 ne comprennent pas la charge de 117 comptabilisée suite à la rupture des contrats de travail liant Monsieur Freidah au Groupe, intervenue fin juin 2008.

(ii) Paiements fondés sur des actions

Les dirigeants opérationnels ont la possibilité de bénéficier des plans d'options de souscription d'actions et d'attribution d'actions mis en place par le Groupe.

Aucune attribution gratuite d'actions ou attribution d'options n'a été faite aux dirigeants opérationnels au cours des deuxièmes trimestres et des premiers semestres des exercices clos les 31 décembre 2009 et 2008.

La fraction du coût des paiements fondés sur des actions correspondant aux attributions d'options et d'actions faites aux dirigeants exécutifs du Groupe est la suivante :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres non audités	Deuxième trimestre 2009	Deuxième trimestre 2008	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008
Attribution d'options	18	0	36	0
Attribution gratuite d'actions	0	4	0	29
Effet de la démission de Monsieur Freidah intervenue fin juin 2008	0	(81)	0	(81)
Total	18	(77)	36	(52)

NOTE 12 : FILIALES

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour les deuxièmes trimestres et les premiers semestres des exercices 2009 et 2008 comprennent les comptes des filiales suivantes :

	Pays de domiciliation	% de contrôle 2009	% de contrôle 2008
Global Graphics (UK) Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Limited	Royaume Uni	100	100
Jaws Systems Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Incorporated	Etats-Unis	100	100
Global Graphics Kabushiki Kaisha	Japon	100	100
Global Graphics Software (India) Private Limited	Inde	100	100

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE
 RESULTAT D'EXPLOITATION RETRAITE

Chiffres non audités Exprimé en milliers d'euros	Deuxième trimestre 2009	Deuxième trimestre 2008	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008
Résultat d'exploitation en IFRS	(69)	(259)	(196)	(115)
Retraitements pratiqués :				
Amort. des immob. incorporelles	15	31	29	64
Coût des plans fondés sur des actions	25	(38)	50	41
Frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé (note 4b)	(363)	(375)	(682)	(795)
Amort. des frais de développement portés à l'actif (note 4b)	177	160	333	295
Charges d'exploitation non récurrentes	0	253	0	478
Total des retraitements pratiqués	(146)	31	(270)	83
Résultat d'exploitation retraité	(215)	(228)	(466)	(32)
Soit en % du chiffre d'affaires	-8.1%	-8,9%	-8.7%	-0,6%

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE
 RESULTAT AVANT IMPOT RETRAITE

Chiffres non audités Exprimé en milliers d'euros hormis les résultats par action	Deuxième trimestre 2009	Deuxième trimestre 2008	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008
Résultat avant impôt selon les IFRS	(278)	(236)	(307)	107
Retraitements pratiqués :				
Amort. des immob. incorporelles	15	31	29	64
Coût des plans fondés sur des actions	25	(38)	50	41
Frais de développement portés à l'actif du bilan consolidé (note 4b)	(363)	(375)	(682)	(795)
Amort. des frais de développement portés à l'actif (note 4b)	177	160	333	295
Charges d'exploitation non récurrentes	0	253	0	478
Total des retraitements pratiqués	(146)	31	(270)	83
Résultat avant impôt retraité	(424)	(205)	(577)	190
Soit, par action en euro (*)	(0,04)	(0,02)	(0,06)	0,02

(*) Le résultat avant impôt retraité par action est obtenu en divisant le résultat avant impôt retraité de la période considérée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette même période, soit 10 115 813 actions pour les deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2009, et 10 160 813 actions pour les deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2008.

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE
 RESULTAT NET RETRAITE

Chiffres non audités Exprimé en milliers d'euros hormis les résultats par action	Deuxième trimestre 2009	Deuxième trimestre 2008	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008
Résultat net selon les IFRS	(486)	(545)	(627)	(346)
Retraitements pratiqués :				
Amort. des immob. incorporelles	15	31	29	64
Coût des plans fondés sur des actions	25	(38)	50	41
Effet net de l'activation des frais de développement (note 4b)	(186)	(215)	(349)	(500)
Charges d'exploitation non récurrentes	0	253	0	478
Effet d'impôt des retraitements susvisés	52	22	98	40
Effet du changement de taux d'impôt statutaire outre-Manche	0	0	0	(8)
Total des retraitements pratiqués	(94)	53	(172)	115
Résultat net retraité	(580)	(492)	(799)	(231)
Soit, par action en euro (*)	(0,06)	(0,05)	(0,08)	(0,02)

(*) Le résultat net retraité par action est obtenu en divisant le résultat net retraité de la période considérée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette même période, soit 10 115 813 actions pour les deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2009, et 10 160 813 actions pour les deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2008.

Le Groupe prépare ses comptes consolidés selon le référentiel comptable international, mais considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces comptes, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance.

Le Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision.

Pour autant, la direction du Groupe ne considère pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels. Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Lorsque le Groupe fait usage d'indicateurs retraités, tout retraitement pratiqué sur les soldes présentés dans les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international pour déterminer le montant de tels indicateurs est décrit et justifié.

Les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les comptes consolidés établis selon le référentiel comptable international que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
RAPPORT D'ACTIVITE INTERMEDIAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
POUR LE DEUXIEME TRIMESTRE ET LE PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2009

Suite à la transposition à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 (dite directive Transparence), nous vous prions de trouver ci-après le rapport d'activité intermédiaire du conseil d'administration pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

NOTE 1 : ORGANISATION DU GROUPE GLOBAL GRAPHICS (LE 'GROUPE')

(a) Périmètre de consolidation au 30 juin 2009
Merci de bien vouloir vous référer à cet effet à la note 12 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés établis pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2009.

(b) Variation du périmètre de consolidation pendant le premier semestre 2009
Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre du Groupe au cours du deuxième trimestre ou du premier semestre de l'exercice 2009.

(c) Variation du périmètre de consolidation depuis le 1^{er} juillet 2009
Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre du Groupe depuis le 1^{er} juillet 2009.

NOTE 2 : EXAMEN DES CHIFFRES-CLES DU GROUPE

Le Groupe établit ses comptes consolidés condensés en conformité à IAS 34, Information financière intermédiaire (IAS 34), et, de manière générale, aux principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et aux interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les montants indiqués ci-après sont exprimés en milliers d'euros, les arrondis se faisant au millier le plus proche.

(a) Deuxième trimestre 2009

(i) Chiffre d'affaires consolidé
Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2 642 au deuxième trimestre 2009, contre 2 556 au deuxième trimestre 2008, en hausse de 3,4% par rapport à la même période de l'exercice précédent, à taux de change courants.

Environ 69,8% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au deuxième trimestre 2009 était libellé en dollars américains (contre 67,3% du chiffre d'affaire consolidé réalisé au deuxième trimestre 2008), devise qui s'est renforcée par rapport à l'euro (devise utilisée par le Groupe pour la présentation de ses comptes consolidés) puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,362 dollars américains pour un euro au deuxième trimestre 2009, contre 1,561 dollars américains pour un euro au deuxième trimestre 2008, soit une hausse de 14,6% d'une période à l'autre. A taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé réalisé au deuxième trimestre 2009 se serait élevé à 2 332, en repli de 8,8% par rapport au chiffre d'affaires réalisé au deuxième trimestre 2008.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment Impression (Print) s'est élevé à 1 961 au deuxième trimestre 2009 (soit 74,2% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au deuxième trimestre 2009), en hausse de 3,9% à taux de change courants, mais en repli de 8,0% à taux de change constants, par rapport aux 1 888 réalisés dans ce même segment au deuxième trimestre 2008.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le marché des arts graphiques s'est élevé à 682 au deuxième trimestre 2009, en repli de 21,5% à taux de change courants et de 30,6% à taux de change constants, par rapport aux 869 réalisés dans ce marché au deuxième trimestre 2008 ; dans le même temps, le chiffre d'affaires réalisé dans le marché de l'impression numérique s'est élevé à 1 279 au deuxième trimestre 2009, en croissance de 25,5% à taux de change courants et de 11,3% à taux de change constants, par rapport aux 1 019 réalisés dans ce marché au deuxième trimestre 2008.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment eDoc s'est élevé à 681 au deuxième trimestre 2009 (soit 25,8% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au deuxième trimestre 2009), en hausse de 1,9% à taux de change courants, mais en repli de 10,9% à taux de change constants, par rapport aux 668 réalisés dans ce même segment au deuxième trimestre 2008.

(ii) Résultats consolidés

Perte opérationnelle

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 69 au deuxième trimestre 2009 (équivalente à -2,6% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer à la perte opérationnelle de 259 réalisée au deuxième trimestre 2008 (équivalente à -10,1% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit une variation favorable de 190 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 86 (cf. note 2a (i) supra),
- un coût des ventes en repli de 8 à 99 ce trimestre (3,7% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), par rapport au deuxième trimestre 2008, où le coût des ventes se montait à 107 (4,2% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre),
- des frais de distribution et d'administration (incluant notamment les coûts des paiements fondés sur des actions pour 25) en repli de 37 (soit de 2,5%) à 1 420 ce trimestre (53,7% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 457 au deuxième trimestre 2008 (57,0% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre) ; en tenant compte toutefois de la charge non récurrente de 253 comptabilisée au deuxième trimestre 2008 au titre des frais exposés lors du remplacement de Monsieur Freidah par Monsieur Fry comme directeur général, les frais de distribution et d'administration ont cru de 216 (soit de 17,9%), essentiellement du fait d'une augmentation des dépenses commerciales et de marketing, suite au renforcement de la force de vente et à la préparation du lancement de la nouvelle famille de produits gDoc (cf. note 3b ci-après),
- des frais de recherche-développement en repli de 59 (soit de 4,7%) à 1 192 ce trimestre (45,1% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 251 au deuxième trimestre 2008 (48,9% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), après activation des frais afférents aux projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation, d'un montant net après amortissements de 186 ce trimestre (215 au deuxième trimestre 2008).

Perte avant impôt

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt de 278 au deuxième trimestre 2009 (équivalente à -10,5% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer à une perte avant impôt de 236 au deuxième trimestre 2008 (équivalente à -9,2% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit une variation défavorable de 42 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- le repli de la perte d'exploitation de 190 analysé précédemment,
- le repli des produits d'intérêts (nets des charges) de 33 par rapport aux 35 dégagés au deuxième trimestre 2008, consécutive principalement au repli des taux d'intérêt de marché d'une période à l'autre,
- l'impact, défavorable à hauteur de 199, des écarts de change qui sont passés d'une perte nette de 12 au deuxième trimestre 2008 à une perte nette de 211 au deuxième trimestre 2009.

Perte nette

Le Groupe a dégagé une perte nette de 486 au deuxième trimestre 2009 (soit une perte nette de € 0,05 par action), après prise en compte d'une charge d'impôt de 208 (dont une charge d'impôt différé de 130), contre une perte nette de 545 au deuxième trimestre 2008 (soit une perte nette de € 0,05 par action), après comptabilisation d'une charge d'impôt d'un montant de 309.

(b) Premier semestre 2009

(i) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 5 339 au premier semestre 2009, contre 5 590 au premier semestre 2008, soit un repli de 4,5% par rapport à la même période de l'exercice précédent, à taux de change courants.

Environ 74,7% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2009 était libellé en dollars américains (contre 75,2% du chiffre d'affaire consolidé réalisé au premier semestre 2008), devise qui s'est renforcée par rapport à l'euro (devise utilisée par le Groupe pour la présentation de ses comptes consolidés) puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,329 dollars américains pour un euro au premier semestre 2009, contre 1,527 dollars américains pour un euro au premier semestre 2008, soit une hausse de 14,9% d'une période à l'autre. A taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2009 se serait élevé à 4 702, en repli de 15,9% par rapport au chiffre d'affaires réalisé au premier semestre 2008.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment Impression (Print) s'est élevé à 4 183 au premier semestre 2009 (soit 78,3% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2009), en repli de 6,2% à taux de change courants, et de 17,3% à taux de change constants, par rapport aux 4 460 réalisés dans ce même segment au premier semestre 2008.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le marché des arts graphiques s'est élevé à 1 835 au premier semestre 2009, en repli de 12,2% à taux de change courants et de 23,5% à taux de change constants, par rapport aux 2 090 réalisés dans ce marché au premier semestre 2008 ; dans le même temps, le chiffre d'affaires réalisé dans le marché de l'impression numérique s'est élevé à 2 348 au premier semestre 2009, en repli de 0,9% à taux de change courants et de 11,9% à taux de change constants, par rapport aux 2 370 réalisés dans ce marché au premier semestre 2008.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment eDoc s'est élevé à 1 156 au premier semestre 2009 (soit 21,7% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2009), en hausse de 2,3% à taux de change courants, mais en repli de 10,2% à taux de change constants, par rapport aux 1 130 réalisés dans ce même segment au premier semestre 2008.

(ii) Résultats consolidés

Perte opérationnelle

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle de 196 au premier semestre 2009 (équivalente à -3,7% du chiffre d'affaires consolidé du semestre), à comparer à la perte opérationnelle de 115 réalisée au premier semestre 2008 (équivalente à -2,1% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre), soit une variation défavorable de 81 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé en repli de 251 (cf. note 2b (i) supra),
- un coût des ventes en repli de 26 à 192 au premier semestre 2009 (3,6% du chiffre d'affaires consolidé du semestre), par rapport au premier semestre 2008, où le coût des ventes se montait à 218 (3,9% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre),
- des frais de distribution et d'administration en repli de 41 (soit de 1,4%) à 2 890 au premier semestre 2009 (54,1% du chiffre d'affaires consolidé du semestre) contre 2 931 au deuxième trimestre 2008 (52,4% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre), étant rappelé que ce dernier montant incluait une charge non récurrente d'un montant de 478,
- des frais de recherche-développement en repli de 103 (soit de 4,0%) à 2 453 au premier semestre 2009 (45,9% du chiffre d'affaires consolidé du semestre) contre 2 556 au premier semestre 2008 (45,7% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre), après activation des frais afférents aux projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation, d'un montant net après amortissements de 349 au premier semestre 2009 (à comparer à un montant net de 500 au premier semestre 2008).

Perte avant impôt

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt de 307 au premier semestre 2009 (équivalente à -5,8% du chiffre d'affaires consolidé du semestre), à comparer au bénéfice avant impôt de 107 réalisé au premier semestre 2008 (1,9% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre), soit une variation défavorable de 414 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- la hausse de la perte d'exploitation de 81 analysée précédemment,
- le repli des produits d'intérêts (nets des charges) de 51 d'une période à l'autre,
- l'impact, défavorable à hauteur de 282, des écarts de change qui sont passés de gains nets de 160 au premier semestre 2008 à des pertes nettes de 122 au premier semestre 2009.

Perte nette

Le Groupe a dégagé une perte nette de 627 au premier semestre 2009 (soit une perte nette de € 0,06 par action), après prise en compte d'une charge d'impôt de 320 (dont une charge d'impôt différé de 238), contre une perte nette de 346 au premier semestre 2008 (soit une perte nette de € 0,03 par action), après comptabilisation d'une charge d'impôt d'un montant de 453.

NOTE 3 : COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LA PERFORMANCE DU GROUPE

(a) Faits marquants du premier semestre de l'exercice 2009

(i) Au plan opérationnel

Les ventes réalisées au cours du premier semestre de l'exercice 2009 ont été affectées par la poursuite du ralentissement économique que nous avons souligné lors de la publication des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2008 et du premier trimestre de l'exercice en cours.

De ce fait, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 5 339 au premier semestre de l'exercice 2009, un montant inférieur de 4,5%, à taux de change courants, aux 5 590 réalisés au premier semestre de l'exercice 2008.

Le chiffre d'affaires réalisé au premier semestre de l'exercice 2009 dans le segment Impression, notamment dans le marché des arts graphiques, conduisant à un repli des ventes réalisées dans ce segment de 17,3% par rapport au premier semestre de l'exercice 2008, à taux de change constants.

Le chiffre d'affaires réalisé au premier semestre de l'exercice 2009 dans le segment eDoc s'est affiché en repli de 10,2% par rapport aux ventes réalisées dans ce segment au premier semestre de l'exercice 2008, à taux de change constants.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 5 343 au premier semestre de l'exercice 2009, contre 5 487 au premier semestre de l'exercice 2008, ce dernier chiffre comprenant une charge non récurrente de 478 comptabilisée en frais de distribution et d'administration comme indiqué en note 2b ci-dessus.

L'augmentation des frais de distribution et d'administration d'une période à l'autre s'élève à environ 0,3 million d'euros et a pour principale origine l'augmentation des frais commerciaux et de marketing consécutive au renforcement de la force de vente et à la préparation du lancement de gDoc Fusion, intervenue au deuxième trimestre 2009 (cf. note 3b ci-après pour plus de détails).

Par suite, le Groupe a dégagé une perte opérationnelle retraitée de 466 au premier semestre de l'exercice 2009 (équivalente à -8,7% du chiffre d'affaires consolidé du semestre), contre une perte opérationnelle retraitée de 32 au premier semestre de l'exercice 2008 (-0,6% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre).

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt retraitée de 577 au premier semestre de l'exercice 2009 (soit une perte de € 0,06 par action), contre un bénéfice avant impôt retraité de 190 (soit un bénéfice de € 0,02 par action) au premier semestre de l'exercice 2008.

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée de 779 au premier semestre de l'exercice 2009 (soit une perte de € 0,08 par action), contre une perte nette retraitée de 231 au premier semestre de l'exercice 2008 (soit une perte de € 0,02 par action).

(ii) Au plan financier

Trésorerie au 30 juin 2009

Le Groupe a dégagé un flux net de trésorerie liée aux activités opérationnelles de 600 au premier semestre de l'exercice 2009 (équivalent à 11,2% du chiffre d'affaires consolidé du semestre), contre 889 au premier semestre de l'exercice 2008 (15,9% du chiffre d'affaires consolidé de ce semestre).

Ceci, ajouté à la trésorerie disponible au début de l'exercice 2009 (qui s'élevait à 4 482), a permis au Groupe d'autofinancer les investissements corporels et incorporels réalisés au cours du premier semestre de l'exercice 2009, pour respectivement 116 et 41, ainsi que ceux résultant de l'activation des frais de développement (cf. note 2b supra) au cours de cette même période, pour un total de 682, et de conclure la période avec une trésorerie nette consolidée se montant à 4 555 au 30 juin 2009.

Effet de la fluctuation des parités de change sur la trésorerie disponible à la date d'arrêté des comptes

A taux de changes constants avec ceux utilisés au 31 décembre 2008, la trésorerie disponible libellée dans des devises autres que celle utilisé par le Groupe pour la préparation de ses états financiers consolidés (soit en dollars américains, en livres sterling ou encore en yens japonais) se serait élevée à 4 131 au

31 décembre 2008, comme indiqué dans le tableau présenté ci-après, contre une trésorerie de 4 159 au 30 juin 2009, soit une croissance de 28 au cours du premier semestre 2009, essentiellement imputable à l'affaiblissement du yen japonais et au renforcement de la livre sterling par rapport à l'euro au cours de cette période :

Devise	Total en devises au 30 juin 2009	Contrevaleur en euros au 30 juin 2009	Contrevaleur en euros au 31 déc. 2008	Variation
Euro	396	396	396	0
Dollar	3 189	2 262	2 262	0
Livre sterling	558	660	573	87
Yen japonais	149 748	1 113	1 176	(63)
Roupie	8 127	120	116	4
Autres	4	4	4	0
Trésorerie		4 555	4 527	28

(b) Prévisions pour l'exercice en cours

(i) Au plan opérationnel

Nos résultats ce trimestre sont en ligne avec nos attentes. Bien que nous ayons enregistré une légère perte opérationnelle ce trimestre, le montant de trésorerie disponible au 30 juin 2009 est, à 4,5 millions d'euros, identique à celui disponible au 1^{er} janvier 2009, et nous avons pris la décision de continuer à faire les investissements nécessaires au développement de nos produits futurs, tant dans le segment Impression (Print) que le segment eDoc.

Le 18 mai 2009, nous avons annoncé le pré-lancement de gDoc Fusion, notre premier logiciel applicatif, dans le but d'obtenir une connaissance plus grande de ce marché et profiter du feedback des clients. Nous avons été très heureux de la confirmation reçue de diverses tierces parties que gDoc Fusion apporte un plus à nos clients et comble un vide existant dans le marché.

Début juillet, j'ai eu le plaisir d'annoncer notre partenariat stratégique avec Conexant, acteur-phare dans le développement de cartes-mères, qui va nous permettre d'accélérer la pénétration de notre solution d'impression embarquée (embedded printing) dans le marché de l'impression professionnelle (office printing market).

(ii) Au plan financier

Nos efforts d'investissement soutenu dans nos solutions pour l'impression et la gestion de documents électroniques vont se poursuivre au second semestre de l'exercice 2009. Tirant parti de la connaissance du marché et des commentaires dont nous ont fait part nos clients, nous allons améliorer notre application gDoc Fusion et allons bientôt mettre en œuvre un plan marketing agressif sur ce produit, qui devrait nous permettre de faire décoller les ventes de ce produit et des futures applications de cette famille de produits.

2009 a sans conteste été et continue à être une année difficile pour beaucoup de sociétés de notre secteur. Toutefois, et bien que nous ayons une visibilité limitée quant au chiffre d'affaires du second semestre de l'exercice en cours, nous restons confiants sur le fait que nos investissements, actuels et passés, tant dans les domaines commercial que technologique permettront de générer une croissance soutenue pour le Groupe sur le long terme.

NOTE 4 : RISQUES SIGNIFICATIFS AUX PLANS OPERATIONNEL ET FINANCIER

(a) Au plan opérationnel

(i) Dépendance vis-à-vis des secteurs des arts graphiques & de l'impression numérique

L'essentiel du chiffre d'affaires du Groupe continue à provenir des ventes de solutions logicielles et de services associés aux intervenants des secteurs des arts graphiques et de l'impression numérique. Le succès futur du Groupe dépend étroitement d'une poursuite de la demande de ses produits par ces clients.

La direction du Groupe considère qu'un des facteurs importants de sa croissance a été l'évolution importante de ces secteurs, qui s'est traduite notamment par une concentration du nombre d'intervenants de ces secteurs et l'évolution technologique continuelle (se traduisant notamment par l'introduction de nouveaux langages de description de pages tels que XPS, le nouveau format de document fixe développé par Microsoft). Si cette tendance devait se ralentir dans le futur, il est possible que la demande de solutions telles que celles proposées par le Groupe soit moindre que prévue.

(ii) Incapacité à réaliser la transition vers de nouveaux produits ou de nouveaux marchés

Tout retard ou échec dans le développement ou la commercialisation de ses produits, y compris les mises à jour de produits existants, ou à anticiper les besoins de changement des clients comme les nouveaux besoins des marchés où le Groupe opère, pourrait avoir un effet négatif sur ses ventes et ses résultats. Dans le passé, le Groupe a réalisé une partie significative de son chiffre d'affaires dans la vente de produits nouveaux ou de nouvelles versions de produits existants (tels ses Raster Image Processors ou RIPs). Le Groupe prévoit de lancer un nombre important de nouveaux produits ou de nouvelles versions de ses produits actuels, dont des versions host driver et embedded de son RIP, compatibles avec les dernières versions des systèmes d'exploitation, ou qui lui permettent de se positionner sur de nouveaux marchés, tels ceux visés par sa technologie de conversion de documents électroniques (Electronic Document conversion Libraries ou EDL), ou par sa famille de produits gDoc.

L'incapacité du Groupe à inclure ses technologies-clés dans de nouvelles applications ou à les porter vers de nouvelles plateformes, à anticiper ou à répondre aux évolutions technologiques ou aux besoins des clients et aux attentes des marchés pourrait freiner l'acceptation par les clients de ses produits et avoir un effet négatif sur les ventes et sur les résultats du Groupe.

(iii) Protection inadaptée de ses technologies et droits de propriété intellectuelle

Le succès du Groupe dépend étroitement des technologies qu'il a inventées. Pour protéger ses droits en la matière, le Groupe s'appuie sur un ensemble de dispositions légales ayant trait à la propriété intellectuelle, au copyright, aux secrets de fabrication et au dépôt de marques, et sur la mise en place et le respect ultérieur d'accords de confidentialité ou de limites à l'usage par les tiers de ses droits de propriété intellectuelle.

Dans ce cadre, le Groupe est amené à conclure des accords écrits de confidentialité avec ses employés, ses prospects, ses clients grands comptes ou encore ses partenaires stratégiques, et à mettre en oeuvre différentes mesures visant à restreindre l'accès à ses programmes, ses droits de propriété intellectuelle et aux technologies qu'il a inventées, et à en éviter la communication aux tiers.

Malgré ces efforts, dans le cas où de tels accords n'auraient pas été conclus à temps, n'auraient pas été respectés ou mis en œuvre de manière effective, le Groupe pourrait se trouver dans l'incapacité de protéger de manière efficace ses droits de propriété intellectuelle, toute action visant à faire respecter ses droits étant par nature onéreuse.

Des tierces parties non autorisées pourraient chercher à copier ou à obtenir une copie, distribuer ou utiliser les produits et les technologies développés par le Groupe. Assurer un suivi de l'utilisation frauduleuse des programmes développés par le Groupe n'est pas chose aisée. La direction du Groupe ne peut être certaine que les mesures prises pour empêcher une utilisation frauduleuse des technologies inventées par le Groupe seront pleinement efficaces, particulièrement dans les pays où les dispositions légales en la matière n'offrent pas les mêmes garanties que dans l'UE ou aux Etats-Unis.

Le code source des programmes développés par le Groupe fait lui aussi l'objet d'une protection en tant que secret de fabrication. Pour autant, lorsque cela est nécessaire, le Groupe concède des accords de licences sur ses codes sources à ses clients grands comptes ou ses partenaires techniques, ce qui crée un risque potentiel d'utilisation frauduleuse ou de détournement, en dépit de l'existence de dispositions contractuelles restrictives en matière de communication, distribution, copie ou utilisation du code source des produits qu'il a développés. Par ailleurs, il est possible pour des tiers non autorisés d'obtenir, de distribuer, de copier ou d'utiliser des informations confidentielles dont le Groupe est le propriétaire et de faire un travail d'ingénierie inverse sur les secrets de fabrication du Groupe.

Le Groupe est titulaire de brevets, et a déposé des demandes de brevets, aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Le Groupe n'a aucune certitude sur l'absence de remise en cause de ses brevets, sur le fait que les demandes de brevets qui ont été déposées seront acceptées, ou que les motifs qui ont permis l'obtention de brevets ou ceux qui fondent les demandes de brevets seront d'une force suffisante pour assurer une protection efficace des droits de propriété intellectuelle du Groupe.

(iv) Coûts liés à la défense et l'acquisition de droits de propriété intellectuelle

Dans le cadre de la mise en oeuvre d'actions visant à faire valoir ses droits en matière de propriété intellectuelle, à acquérir de tels droits auprès de tiers, ou à se défendre dans le cas de violations supposées ou de contestations des droits de tierces parties, y compris d'antériorité en matière de brevets, le Groupe a été, et pourra être à l'avenir, partie à des demandes, des négociations ou des actions dilatoires dans ce domaine.

Le coût d'un litige ou d'une plainte en matière de droits de propriété intellectuelle est généralement élevé et est susceptible d'avoir un effet perturbant sur la marche du Groupe dans la mesure où de telles actions détournent l'énergie et l'attention de la direction et des personnes-clés au plan technique de la gestion quotidienne des affaires du Groupe.

Bien que jusqu'ici le Groupe ait été en mesure de faire échouer ou de résoudre avec succès les actions et les demandes en cette matière, rien ne garantit que cela sera le cas si de telles actions et demandes lui étaient faites à l'avenir.

Le Groupe pourrait également devoir payer cher le fait d'utiliser dans ses produits les droits de propriété intellectuelle de tiers. Le respect des droits détenus par des tiers en matière de propriété intellectuelle pourrait conduire le Groupe à déboursier des sommes importantes à ce titre, amener le Groupe à conclure des accords de licence ou prévoyant le versement de royalties dont les termes ne lui seraient pas favorables, empêcher le Groupe de commercialiser certains de ses produits, affecter les marchés sur lesquels le Groupe est présent, ou encore obliger le Groupe à conclure des accords avec ses clients aux termes desquels le Groupe s'engagerait à indemniser ces derniers, et qui pourraient comprendre

diverses clauses susceptibles d'avoir un effet défavorable sur la marche des affaires du Groupe.

(v) Caractère variable des résultats et facteurs expliquant cette variabilité
Conséquence d'un ensemble de facteurs présentés dans le présent rapport, le chiffre d'affaires et les résultats consolidés du Groupe pour un trimestre donné sont difficiles à prévoir. Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe est susceptible de connaître une croissance moindre que prévue, voire, lors de certaines périodes, s'afficher en repli.

Par ailleurs, le Groupe communique de manière régulière des prévisions de résultats. Ces prévisions tiennent compte d'un certain nombre d'hypothèses, y compris certaines relatives aux prix de vente des produits, aux prévisions en matière de demande, aux fluctuations saisonnières de la demande, au poids de la concurrence, et à la manière dont les nouveaux produits ou les nouvelles versions de produits existants seront accueillis par les clients. Si une ou plusieurs de ces hypothèses s'avéraient inexactes, les résultats réels du Groupe pourraient être significativement différents de ceux anticipés, estimés ou projetés.

(vi) Recrutement et rétention des personnes-clés

Une part importante du succès futur du Groupe dépendra de la continuité dans la composition de l'équipe de direction, aussi bien au niveau de la direction générale que des autres membres de cette équipe. Les personnes qui la composent ont une grande connaissance du Groupe et de son fonctionnement et la perte d'un des membres de cette équipe pourrait avoir des conséquences dommageables pour la marche du Groupe.

Celle-ci dépend aussi de sa capacité à attirer, retenir et motiver des personnes talentueuses et hautement qualifiées, notamment dans les domaines du développement et du support technique. La demande est forte et la concurrence intense pour ce type de profils.

Si le Groupe venait à ne plus être capable d'attirer puis de retenir ces personnes-clés, la marche de ses affaires pourrait en être affectée.

(b) Au plan financier

Les activités du Groupe l'exposent à un certain nombre de risques au plan financier, notamment de change, de crédit, de liquidité et de taux d'intérêts.

(i) Risque de change

Le Groupe a des activités dans diverses régions du monde et est de ce fait exposé aux risques de fluctuation des parités de changes de plusieurs devises, particulièrement la livre britannique et le dollar américain, qui affectent aussi bien les transactions commerciales futures que les actifs et passifs inscrits au bilan consolidé (notamment la trésorerie et les créances clients) ou les investissements nets réalisés dans les filiales étrangères.

Pour gérer le risque de change inhérent à certaines transactions commerciales futures, ou aux actifs et passifs inscrits au bilan consolidé (qui sont libellés dans une devise qui n'est pas la devise de fonctionnement de l'entité), certaines entités du Groupe ont recours à des contrats d'options de change souscrits auprès d'établissements financiers de premier plan, après revue et accord du directeur financier du Groupe. Le Groupe a souscrit divers contrats d'options de change, avec ou sans versement d'une prime initiale, visant à couvrir son risque de change, aux termes desquels le Groupe a la possibilité, mais non l'obligation, de convertir à la date d'échéance du contrat, un montant convenu de dollars américains en euros à un taux de change plafond ('strike price'), dans l'hypothèse où, durant toute la vie du contrat, le taux de change euro/dollar a toujours été supérieur à un taux de change plancher ('trigger rate') convenu.

Dans le cas contraire, le Groupe est contraint de convertir la valeur du contrat en dollars au strike price à la date d'échéance du contrat.

Au 30 juin 2009, les contrats non encore dénoués sont les suivants :

Terme du contrat d'option	Valeur nominale du contrat en \$	Prix d'exercice de l'option en \$	Taux de change plancher en \$
11 septembre 2009	250 000	1,5000	1,2100
18 septembre 2009	250 000	1,3000	1,0995

Ces contrats ont conduit le Groupe à enregistrer des gains de change s'élevant à 12 au premier semestre de l'exercice 2009 contre des gains de change de 84 au premier semestre de l'exercice 2008.

Par ailleurs, le Groupe a réalisé des investissements dans certaines filiales étrangères qui l'exposent à un risque de change. Le risque de change inhérent à l'investissement réalisé dans les filiales anglaise et américaine est couvert, lorsque cela est utile, au travers de la souscription d'emprunts libellés dans les devises correspondantes.

(ii) Risque de crédit

Les principaux instruments financiers qui sont susceptibles de faire courir au Groupe un risque de crédit sont les créances clients.

Dans la mesure où il propose et commercialise ses produits et services à une large base de clientèle, qui comprend aussi bien des grands comptes, des distributeurs, que des intégrateurs de systèmes, le Groupe estime que le risque de crédit est limité, même si un nombre relativement restreint de clients a contribué à réaliser une part importante du chiffre d'affaires du Groupe au cours des dernières années, en raison d'une certaine concentration de la demande dans les marchés servis par le Groupe.

Les dix principaux clients ont représenté environ 56,6% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre de l'exercice 2009 (contre 54,6% au premier semestre de l'exercice 2008 et 56,6% au titre de l'ensemble de l'exercice 2008). Les cinq premiers clients du Groupe ont représenté environ 41,7% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre de l'exercice 2009 (contre 35,7% au premier semestre de l'exercice 2008 et 38,0% au titre de l'ensemble de l'exercice 2008), alors que le premier client a représenté environ 11,3% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre de l'exercice 2009 (contre 9,4% au premier semestre de l'exercice 2008 et 10,8% au titre de l'ensemble de l'exercice 2008).

(iii) Risque de liquidité

Du fait de la nature dynamique de ses activités, le Groupe cherche à se garantir une grande flexibilité dans le financement de ses activités en disposant de diverses facilités de crédit.

Néanmoins, compte tenu d'une trésorerie nette s'élevant à 4 555 au 30 juin 2009, et d'un flux net de trésorerie liée aux activités opérationnelles s'élevant à 600 au premier semestre de l'exercice 2009, le Groupe n'a pas jugé utile de chercher à disposer de telles lignes de crédit.

(iv) Risque de taux d'intérêts

Dans la mesure où le Groupe ne dispose pas d'actifs ou de passifs significatifs qui lui rapportent des produits d'intérêts ou lui coûtent des charges d'intérêts tant au 30 juin 2009 qu'au 31 décembre 2008, les résultats et les flux de trésorerie dégagés par son activité au cours du premier semestre de l'exercice 2009 n'ont pas été significativement affectés par les variations de taux d'intérêts.

NOTE 5 : PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Merci de bien vouloir vous référer également à ce titre à la note 11 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2009.

NOTE 6 : DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL

(a) Localisation géographique

	30 juin 2009	31 décembre 2008
Royaume-Uni	69	66
Inde	31	31
Etats-Unis d'Amérique	14	17
Japon	3	3
Europe continentale	2	2
Total	119	119

(b) Ventilation par activité

	30 juin 2009	31 décembre 2008
Recherche-développement	76	75
Vente et support	28	26
Administration et autres	15	18
Total	119	119

NOTE 7 : DROITS DE VOTE ET ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS

(a) Droits de vote au 30 juin 2009

Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote double	26 976
Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote simple	10 262 805
Nombre total de droits de vote attaché aux actions ordinaires en circulation au 30 juin 2009	10 316 757

(b) Actionnaires significatifs

(i) Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation

Au 30 juin 2009, comme cela était également le cas au 31 décembre 2008, la Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation détenait 2 883 001 actions dans le capital de la Société (soit 28,01% du capital), auxquelles était attaché un nombre équivalent de droits de vote, représentant 27,94% du nombre total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société au 30 juin 2009.

(ii) Autres actionnaires significatifs

Au 30 juin 2009, le Groupe n'avait pas d'informations sur une détention par un autre actionnaire de plus de 5% du capital de la Société, ou de plus de 5% du total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société.

(c) Actions détenues par les administrateurs

Actions détenues par les administrateurs au 30 juin 2009	171 535
% du capital détenu par les administrateurs au 30 juin 2009	1,7%
Actions détenues par les administrateurs au 31 décembre 2008	155 764
% du capital détenu par les administrateurs au 31 décembre 2008	1,5%
Variation du premier semestre de l'exercice 2009	15 771
Origine de cette variation :	
- Achat d'actions par les administrateurs au premier semestre 2009	15 771
- Cession d'actions par les administrateurs au premier semestre 2009	0

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES A GLOBAL GRAPHICS SA

Dans la mesure où Global Graphics n'a qu'un unique employé, et que la totalité du chiffre d'affaires réalisé par Global Graphics SA provient de la refacturation de frais de siège aux entités opérationnelles du Groupe, il n'est pas fourni d'informations sur les résultats sociaux de cette société au titre du premier semestre de l'exercice 2009, dans la mesure où ces informations n'ont pas été jugées pertinentes dans le cadre de la présentation des résultats consolidés du premier semestre de l'exercice 2009.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER
INTERMEDIAIRE POUR LE PREMIER SEMESTRE 2009

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés qui sont inclus dans le rapport financier du Groupe pour les six premiers mois de l'exercice clos le 31 décembre 2009 sont établis selon la norme IAS 34, Information Financière Intermédiaire, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe Global Graphics pour le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

J'atteste également que le rapport d'activité intermédiaire, qui est présenté ci-avant, présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, et fait notamment mention des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2009 et de leur incidence sur les comptes consolidés résumés du premier semestre 2009, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2009, ainsi que des principales transactions entre parties liées intervenues au cours du premier semestre 2009.

Fait à Cambourne (Royaume-Uni), le 29 juillet 2009

Gary Fry
Directeur général